

Terminale Bac Pro	Histoire : Séquence III La décolonisation et la construction de nouveaux États : Inde et Algérie	Fiche Prof
--------------------------	---	-------------------

<http://lhgcostebelle.canalblog.com/>

Séance 3 : Les choix politiques et économiques de l'Inde et de l'Algérie, de l'indépendance à aujourd'hui.

Activité : Dans le corpus documentaire proposé, répondez aux questions dans le but de compléter un tableau de comparaison sur les choix politiques et économiques des deux pays et sur les limites de ces choix.

Objectifs :

- Faire comprendre aux élèves que les nouveaux états indépendants sont confrontés à des choix économiques et politiques.
- Au plan national, ils doivent développer une activité économique nouvelle (agriculture, grands travaux) pour assurer le développement de leur population tout en réglant des conflits de population liés à la partition (Inde et Pakistan) ou liés au départ des colons (retour en métropole des Pieds noirs et des Harkis).
- Au niveau international, ils cherchent à s'affirmer devant la communauté internationale en proclamant leur force, leur union et leur non-alignement lors des différentes conférences internationales dont la plus célèbre est celle de Bandung.

I – La politique internationale :

A) De l'Inde :

*Discours de clôture de Nehru à la **Conférence de Bandung le 24 avril 1955** (conférence qui réunit pour la première fois 29 pays asiatiques et africains, pour la plupart indépendants)*

Il y a aujourd'hui un autre esprit en Asie. Il n'y a plus d'Asie soumise, elle est vivante, dynamique

Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent.

Nous sommes des grands pays du monde et voulons vivre libres sans recevoir d'ordre de personne.

Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais, à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité. C'est pourquoi nous élevons notre voix contre l'hégémonie et le colonialisme dont beaucoup d'entre nous ont souffert pendant longtemps. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace.

Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. Le seul chemin qui mène droit au cœur et à l'âme de l'Asie est celui de la tolérance, de l'amitié et de la coopération.

1) Dans quel contexte international a lieu la conférence de Bandung ? Quelle place Nehru attribue-t-il aux jeunes États d'Afrique et d'Asie dans l'ordre du monde ? Quelle doit être leur attitude vis-à-vis des anciennes puissances coloniales ? Comment les pays récemment indépendants doivent-ils se positionner par rapport à l'Ouest et à l'Est ?

- Idée essentielle : Contexte de la guerre froide du mouvement de décolonisation.
- Non-alignement politique ; rôle influent de l'Inde dans le mouvement des non-alignés.
- Ils veulent montrer au monde leur entente, leur amitié. Ils affirment leur volonté d'indépendance et de non-alignement.
- Ils condamnent la colonisation et demandent des liens d'égalité avec tous les pays du monde, les deux grands y compris.

B) De l'Algérie :

Discours de Boumediene, président de la République algérienne, à la conférence des pays non-alignés à Alger, le 9 septembre 1973

La coopération économique internationale ne saurait prendre un essor durable que si elle repose sur le principe de la souveraineté effective et concrète des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et sur le principe de la maîtrise, par ces pays, du fonctionnement de leur économie, Il s'agit d'abord du contrôle effectif de chaque État sur l'exploitation de ses richesses naturelles, ce qui implique le droit à la nationalisation.

La conférence a souligné la nécessité de renforcer la solidarité et la coopération entre les pays non-alignés, afin de renforcer leur capacité de résistance à l'exploitation et aux agressions économiques. La conférence s'est prononcée pour le soutien de tous ceux qui luttent pour la récupération de leurs ressources nationales. Enfin, la conférence préconise la mise en place d'organismes communs entre pays producteurs et exportateurs de produits de base, comme le pétrole et le cuivre. [...] De même elle encourage le développement des courants d'échanges économiques, scientifiques, culturels et sociaux entre pays non-alignés. Compter sur soi apparaît ainsi comme la conséquence nécessaire, sur le plan économique, de la politique du non-alignement.

2) Quelles doivent être les conséquences économiques du non-alignement politique pour les pays en voie de développement ?

- Revendication d'un nouvel ordre économique mondial destiné à inverser les rapports de force mondiaux, réduire les inégalités qui pénalisent les pays sous-développés lors des échanges internationaux mondiaux.
- Création de l'OPEP en 1960. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est une organisation intergouvernementale (un cartel) de pays visant à négocier avec les sociétés pétrolières pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions.

II - Les choix politiques des deux États :

A) De L'Inde :

Si l'Inde s'est attribué le titre de "plus grande démocratie du monde", c'est d'abord en vertu de l'exceptionnelle trajectoire électorale qu'a parcourue ce pays d'un milliard d'habitants : d'une part l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit ans de la majorité lui a fait passer le cap de 500 millions d'électeurs en 1989 ; d'autre part le pays a organisé treize scrutins nationaux au suffrage universel, étalés sur un peu plus d'un demi-siècle, une performance inégalée dans les pays du Sud. D'autant que l'Inde appartient au cercle restreint des démocraties à alternance. [...] Pourtant, malgré les richesses de ce legs et de l'expérience accumulée depuis 1947 - date à laquelle l'Inde adopte le parlementarisme à l'anglaise, suffrage universel compris -, la démocratie indienne reste fragile et l'État de droit, menacé.

L'autre menace* pesant sur la démocratie indienne est la persécution des minorités religieuses. La montée en puissance des nationalistes hindous sur la scène publique s'est traduite dans les années 1990 par une série d'émeutes dont les musulmans et les chrétiens ont été les principales victimes. Dans le même temps, la place des minorités religieuses dans le champ politique s'est réduite : les députés musulmans ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée.

Christophe Jaffrelot, *L'Histoire*, n°278, juillet-août 2003

* La première menace étudiée par l'auteur est la corruption.

3) Dégagez les principaux caractères du système politique qui font de l'Inde une démocratie. Quels arguments du texte nuancent ou remettent en cause le titre que s'attribue l'Inde ?

- Suffrage universel, majorité à 18 ans. Partis politiques libres. Élections démocratiques.
- Tensions religieuses entre hindous et musulmans dans le pays.

B) De l'Algérie :

Repères chronologiques :

3 juillet 1962 : indépendance de l'Algérie.

25 septembre 1962 : Instauration d'une République démocratique et populaire.

1963 : La Constitution instaure le FLN comme parti unique. Ahmed Ben Bella est élu président grâce à l'appui de l'armée.

1965 : Coup d'État militaire : Ben Bella est renversé par le colonel Boumediene qui exerce le pouvoir jusqu'à sa mort en 1978.

1976 : L'Islam devient religion d'État.

1979 : le colonel Chadli Bendjedid est désigné par l'armée et exerce le pouvoir jusqu'en 1992.

1988 : manifestations de jeunes à travers tout le pays. Le président Chadli appelle l'armée pour rétablir l'ordre. La répression des émeutes fait près de 500 morts.

1989 : nouvelle constitution, libéralisation du régime et instauration du multipartisme.

1992 : aux élections législatives de décembre 1991, le parti du FIS (formation politique militant pour la création d'un État islamique) obtient au premier tour 47% des suffrages. L'armée suspend le processus électoral et rend le FIS illégal.

1992-2001 : guerre civile : elle oppose l'armée à différents groupes islamistes. Elle fait 100 000 à 150 000 morts.

2005 : Le président Bouteflika, élu en 1999, réélu en 2005 et 2009, fait approuver par référendum la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ».

Depuis la mise en œuvre de la politique de concorde civile, matérialisée notamment par l'adoption par référendum de la « charte pour la paix et la réconciliation nationale » en 2005, le contexte sécuritaire s'est sensiblement amélioré. Avec un bilan de 296 victimes pour l'année 2012, le terrorisme a reculé à un niveau sans commune mesure avec celui des années 1992-1998. Toutefois, le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) rebaptisé AQMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique) en 2007 continue d'opérer de manière ponctuelle sur le territoire algérien (attentat de l'académie militaire de Cherchell le 26 août 2011). L'attentat terroriste sur le site gazier de Tinguentourine en janvier 2013 (67 morts dont 37 étrangers), réalisé par un commando venu du Mali et composé de terroristes de différentes nationalités, a rappelé de manière tragique que le phénomène du terrorisme avait pris une dimension régionale.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/algerie/presentation-de-l-algerie/>

4) Quel principe fondamental de la démocratie n'est pas respecté entre 1963 et 1989 ? Comment les différents présidents sont-ils arrivés au pouvoir ? Caractériser le régime politique de l'Algérie jusqu'en 1989. Comment évolue-t-il ensuite ?

- Le multipartisme disparaît dès 1963. Seul le FLN domine avec le soutien de l'armée.
- Le régime se libéralise en 1989, mais la victoire du FIS aux élections, puis son interdiction provoque une terrible guerre civile.
- Aujourd'hui, la guerre civile a cessé, mais la menace terroriste est toujours présente.
- Bien que le régime soit démocratique les militaires exercent encore aujourd'hui un grand pouvoir sur la vie politique algérienne. Certains chercheurs en sciences politiques et en sociologie politique considèrent toutefois cette démocratie comme étant « de façade ».

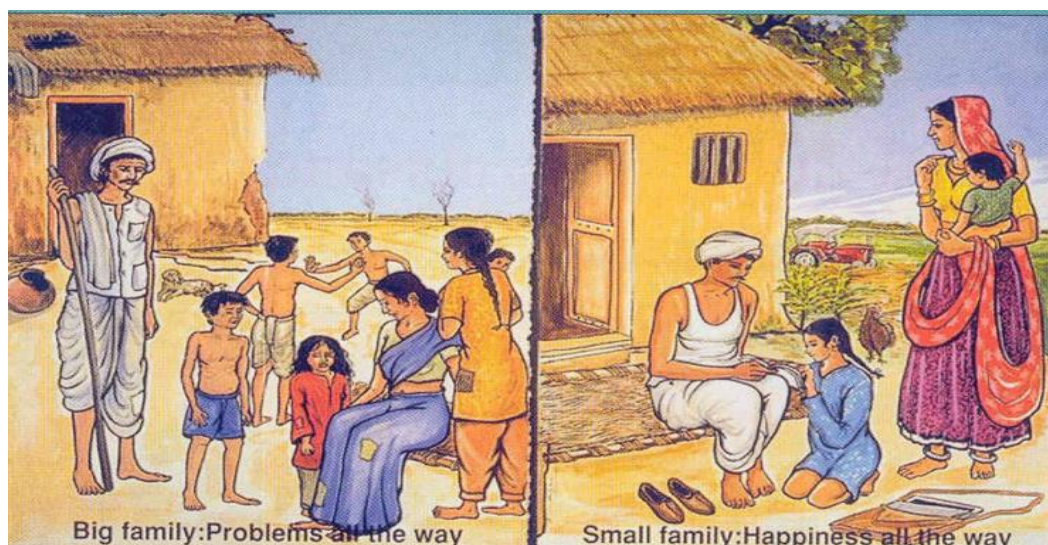
III - Les choix de développement économique :

A) Les choix économiques de l'Inde :

« Nous parlons de liberté, mais la liberté politique ne signifie pas grand-chose sans liberté économique. Notre problème est de relever le niveau des classes misérables et dans ce but, un vaste plan d'industrialisation est nécessaire. Notre génération est pour ainsi dire condamnée aux travaux forcés. » Nehru exprime ainsi en 1952 sans ambiguïté le problème clé de la plupart des pays nouvellement indépendants : le sous-développement et la pauvreté qui en découlent.

Après avoir envisagé une économie nationalisée et strictement planifiée, Nehru s'efforce de bâtir un socialisme à l'indienne (...). Le premier plan met ainsi l'accent sur l'agriculture, l'énergie, les transports : le secteur nationalisé reste assez limité face au secteur privé. (...) Le deuxième plan quinquennal (1956-1962) est plus proche du modèle soviétique ; les investissements vont au secteur public (industrie lourde et biens d'équipement). Durant les quatre premiers plans quinquennaux (1951 à 1973), l'Inde a décollé très nettement sur le plan économique : elle s'est dotée de barrages, d'usines modernes, d'une industrie nucléaire ; la production agricole a considérablement augmenté. Il y a une limite fondamentale à cet essor : l'explosion démographique continue : si l'agriculture augmente en moyenne de 2,5% par an, la population augmente elle aussi de 2 à 2,5%

Source : R. Girard « Colonisation et indépendances » La Documentation photographique n°6067, octobre 1983



Affiche du planning familial indien

Avec 7,9 % de croissance au 1er trimestre 2016, l'Inde confirme son nouveau rang de géant économique le plus dynamique de la planète. Malgré ces bons chiffres, le géant asiatique doit encore affronter plusieurs défis de taille.

Les productions électrique et minière, traditionnels moteurs de l'économie indienne, enregistrent de bons résultats. La mousson, qui s'annonce abondante cette année, devrait impacter positivement le niveau des récoltes, dans un pays où près de 65 % de la population vit encore de l'agriculture. Enfin, le pays s'est progressivement imposé comme une grande puissance technologique et devrait compter le deuxième réseau mondial de start-ups d'ici 2017. Dès son arrivée au pouvoir, Narendra Modi a lancé un vaste plan d'industrialisation nommé « Make in India ». Objectif : doper les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière, secteur qui a connu une croissance de 9,3 % sur un an.

Si les perspectives économiques de l'Inde sont enthousiasmantes, notamment comparées à la Chine, le retard à combler en terme de développement reste important. Ainsi, le PIB par habitant indien n'équivaut encore qu'à 11 % de celui des États-Unis, quand celui de l'Empire du Milieu représente déjà 25 % de ce dernier. Rivalités régionales, montée des tensions ethniques et religieuses, et maintien d'inégalités structurelles sont autant de faiblesses qui pourraient entraver ce développement à moyen terme.

www.fortuneo.fr

Néanmoins, l'Inde reste sous de nombreux aspects un pays en développement. Le niveau du PIB par habitant demeure faible, et malgré l'émergence d'une classe moyenne dynamique (5 à 10 % de la population), une large partie de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, dans des conditions sanitaires précaires et des structures sociales souvent liées au système des castes (en particulier en milieu rural où vivent les trois quarts de la population) : un Indien sur trois vit toujours avec moins de 1 dollar par jour.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/>

5) Quels choix économiques fait l'Inde au lendemain de son indépendance ? Qui sont les acteurs principaux du décollage économique de l'Inde ? Quel message souhaite transmettre cette affiche du planning familial indien ? En mettant en relation le sens de l'affiche et les informations tirées du document précédent, dites quel défi l'Inde veut relever. Quelle est la situation économique de l'Inde actuellement ?

Après l'indépendance, nationalisation de l'économie.

- Développement de l'agriculture (révolution verte)
- Lutte contre l'explosion démographique à travers des encouragements du planning familial (contraception, école...)
- Véritable réussite de l'économie indienne. Dans les quatre premières mondiales d'ici 2035.
- Persistance d'une forte pauvreté dans la population.

B) Les choix économiques de l'Algérie :

-1965 : nationalisation des mines
-1968 : nationalisation des matériaux de construction et des engrais
-1969 : nationalisation de 69 entreprises industrielles en majorité françaises
-1971 : nationalisation du pétrole et du gaz naturel et réforme agraire.

La priorité est accordée à l'industrie au détriment de l'agriculture. Dès lors, la «révolution agraire» engagée en novembre 1971 est vouée à l'échec. Transformation autoritaire de l'agriculture, cette «révolution» a pour objectifs principaux de répondre aux besoins alimentaires du pays et de développer la position de l'Algérie sur le marché international pour l'exportation des produits agricoles. Débutée sans enthousiasme, cette tentative de réforme articulée autour des coopératives et du secteur autogéré s'enlise dans l'incohérence des choix réalisés. Le niveau d'autosuffisance alimentaire, qui se situait à plus de 70 % en 1969, n'est plus que de 30 % en 1980.

Julien Rocherieux «L'évolution de l'Algérie depuis l'indépendance», 2001

L'économie algérienne est dépendante je dirais d'une manière endémique des recettes des exportations des hydrocarbures. 98 % des exportations sont issues des hydrocarbures, 45 % du PIB et 60 % de l'ensemble des recettes fiscales de l'État. Cette situation est un peu problématique dès qu'elle accentue la vulnérabilité de l'économie algérienne vis-à-vis tout choc externe. La situation actuelle on est un bon exemple. Les prix du pétrole, exprimés en dollar, ont chuté d'environ 50 % au second semestre 2014. Le prix moyen du baril de pétrole est passé de 109,55 dollars/baril au premier trimestre 2014 à 75,38 dollars/baril au dernier trimestre 2014 (100,23 dollars en 2014), puis à seulement 54,31 dollars/baril au cours du premier trimestre de l'année en cours.

À quels freins est confrontée l'économie algérienne ? Comment expliquez-vous leur prégnance ?

Les freins sont multiples. On peut citer des blocages d'ordre institutionnel, social et sociétal et de la nature même de l'économie algérienne. La persistance de ces difficultés relève encore de la qualité du climat d'affaires qui entrave d'une manière très négative la capacité de création d'entreprises.

Quelles sont les solutions pour rendre l'économie moins dépendante des hydrocarbures ?

Il n'y a pas une solution miracle. Il faut déployer les efforts pour soutenir une croissance durable créatrice de richesses et d'emplois à travers l'investissement dans l'innovation et le capital humain. D'autres secteurs peuvent être une niche extraordinaire de croissance comme le tourisme, l'industrie manufacturière, les nouvelles technologies de l'information. Mais cela ne peut se faire sans un cadre réglementaire adéquat garantissant la propriété privée, l'accès aux financements pour les entreprises et une administration au service de ces dernières.

<http://www.atlantico.fr/2015>

L'effondrement des cours du pétrole ébranle les fondements de l'économie, du pouvoir et de la société, faisant craindre une déstabilisation profonde du pays et une vague de départs.

Pour les Algériens, cette nouvelle donne est synonyme d'inflation et d'austérité, alimentant la grogne sociale. Avec un président sérieusement diminué par la maladie, le pouvoir ne semble pas avoir pris la mesure du problème. Alarmiste, l'ancien directeur du journal *Le Matin*, Mohamed Benchicou, craint «une faillite qui engendrerait le chaos et pousserait les Algériens à fuir vers l'Europe». L'écrivain algérien Boualem Sansal se montre aussi pessimiste : «Le scénario d'une escalade de la terreur sur le modèle syrien me paraît tout à fait crédible», estime-t-il. Et à la frontière libyenne, Daech se tient en embuscade...

<http://www.lefigaro.fr/2016>

6) Quels choix économiques fait l'Algérie au lendemain de son indépendance ? Quelles sont les limites de ce choix de développement ? Quelle est la situation économique du pays actuellement ?

- Adoption du modèle économique socialiste des pays de l'Est.
- Nationalisation et développement industries lourdes : échec
- Actuellement, bénéficie de rentrées importantes de devises + libéralisation de l'économie.
- Depuis les années 1990 et en particulier depuis la chute du mur de Berlin, l'Algérie est sortie d'une économie de type planifié (Socialisme d'État) pour se diriger vers une économie de marché, avec l'appui des puissances européennes et occidentales.

Tableau synthétique sur l'Inde et l'Algérie :

	Inde	Algérie
Politique internationale	Même volonté de faire émerger une troisième force dans un monde bipolaire : non-alignement politique et nouvel ordre économique mondial revendiqués	
Choix politique	Démocratie (multipartisme ; suffrage universel, parlementarisme) ; héritage britannique, mais place des minorités religieuses dans le champ politique réduite.	Régime autoritaire appuyé sur l'armée et un parti unique, le FLN. (le pouvoir colonial n'ayant aucune tradition d'autonomie) Fin des années 80 : la crise favorise un mouvement islamiste qui ne peut parvenir légalement au pouvoir et s'exprime par la violence, ce qui provoque une guerre civile en 1992, Libéralisation du régime par la suite.
Choix économique	-État, principal entrepreneur - Planification -Nationalisations, mais secteur privé important - Autosuffisance alimentaire grâce à la Révolution verte - Politique antinataliste menée - Décollage économique, mais grandes disparités sociales et économiques	- Nationalisations - Priorité donnée à l'industrie et aux hydrocarbures au détriment de l'agriculture : pas d'autosuffisance alimentaire. - Dépendance du prix des hydrocarbures : deux chocs pétroliers provoqueront chômage et paupérisation de la jeunesse. -Libéralisation actuelle
Conclusion	Aujourd'hui, un pays émergent, une puissance régionale et bientôt internationale.	-Aujourd'hui, un pays en développement, en marge, mais qui redémarre lentement.